



Communauté de Communes du
Caudrésis - Catésis

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 17 OCTOBRE 2016

Délibération N°2016/134

Date de convocation : 11 OCTOBRE

Nombre de conseillers en exercice : 77

20 OCT. 2016

L'an deux mille seize, le 17 octobre 2016 à dix huit heures trente, les membres du Conseil de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis se sont réunis à la Salle Polyvalente de LIGNY-EN-CAMBRESIS, sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur Guy BRICOUT, Président de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis.

Etaient présents (58 titulaires 3 suppléants) :

Alexandre BASQUIN	Vincent WAXIN	Jean-Félix MACAREZ
Hubert DEJARDIN	Yannick HERBET	Virginie LE BERRIGAUD
Nathalie GAVE	Christian PAYEN	Pierre-Henri DUDANT
Gérard LENOBLE	Jean-Pierre THIEULEUX	Christian PECQUEUX
Brigitte ROLAND-BEC	Gérard FILLION (S)	Dominique LAMOURET
Agnès BERANGER	Didier BONIFACE	Frédéric BRICOUT
Guy BRICOUT	Régine DHOLLANDE	Mélanie DISDIER
Anne-Sophie MERY-DUEZ	Liliane RICHOMME	Alain RIQUET
Martine THUILLEZ	Sandrine TRIoux	Serge WARWICK
Alain GOETGHELUCK	Gérard TAISNE	Gilles PELLETIER
Pierre LAUDE	Bernard PLET	Jean-Claude GERARD
Jean-Marc GOSSART (S)	Bertrand LEFEBVRE	Jean-Louis CAUDRELIER
Karine ELOIR	Charles BLANGIS	Laurent COULON
Joëlle MANESSE	Joseph MODARELLI	Serge SIMEON
Pascal FOULON	Janine TOURAINNE	Pascal LEVEQUE
Pascal COQUELLE	Michel HENNEQUART	Laurence RIBES
Michel GOUVART (S)	Didier BLEUSE	Jacky DUMINY
Daniel BLAIRON	Augustine NOIRMAIN	Daniel CATTIAUX
Véronique NICAISE	Maurice DEFAUX	Stéphane JUMEAUX
Jean-Marc DOSIERE	Jean-Paul CAILLIEZ	Daniel FIEVET
Chantal WAYEMBERGE		

Membre(s) Excusé(s) (1) : Jean-Pierre RICHEZ

Membre(s) Absent(s) (6) :

Laurence MONTEIRO-LOPEZ, Marie-Lise MARLIOT, Bruno MANNEL, Marc DUFRENNE, Marc PLATEAU, Henri QUONIOU.

Membre(s) ayant donné procuration (9) :

Denise LESAGE à Alexandre BASQUIN, Jacques OLIVIER à Nathalie GAVE, Denis COLLIN à Régine DHOLLANDE, Pierre LEVEQUE à Serge WARWICK, Bernard POULAIN à Didier BONIFACE, Brigitte PRUVOY à Martine THUILLEZ, Annie DORLOT à Joseph MODARELLI, Isabelle PIERARD à Charles BLANGIS, Axelle DOERLER à Jean-Paul CAILLIEZ.

Véronique NICAISE est élue secrétaire de séance

Communauté de Communes du Caudrésis - Catésis
Siège et bureaux : 39, rue de Ligny - 59540 Caudry
Téléphone : 03 27 75 84 79 - Télécopie : 03 27 75 84 92
www.caudresis-catesis.fr

Avesnes-Les-Aubert

Bazuel

Beaumont-en-Cis

Beauvois-en-Cis

Bertry

Béthencourt

Béviliers

Boussières-en-Cis

Briastre

Busigny

Carnières

Catillon-sur-Sambre

Cattenières

Caudry

Caulery

Clary

Dehéries

Élincourt

Estournel

Fontaine-au-Pire

Haucourt-en-Cis

Honnechy

Inchy-en-Cis

La Groise

Le Cateau-Cambrésis

Le Pommereuil

Ligny-en-Cis

Malincourt

Mareltz

Maurois

Mazinghien

Montay

Montigny-en-Cis

Neuvilly

Ors

Quiévy

Rejet-de-Beaulieu

Reumont

Saint-Aubert

Saint-Benin

Saint-Hilaire-Lez-Cambrai

Saint-Souplet-Escaufourt

Saint-Vaast-en-Cis

Troisvilles

Villers-Outréaux

Walincourt-Selvigny

Monsieur le président expose

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe prescrit à partir du 1^{er} janvier 2017 des transferts de compétence, de façon échelonnée, des communes vers les communautés de communes.

I Rappel du cadre réglementaire

- Les conséquences de la loi NOTRe sur les compétences obligatoires

A compter du 1^{er} janvier 2017 :

Les articles 64 et 66 de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) augmentent le nombre de compétences obligatoires des communautés de communes ; Ainsi, les compétences obligatoires des communautés de communes définies à l'article L 5214-16 du code général des collectivités territoriales (CGCT) sont complétées des compétences suivantes à compter du 1^{er} janvier 2017 :

- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;
- En matière d'accueil des gens du voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil.

Cette même loi modifie la rédaction du groupe de compétence obligatoire « développement économique » qui est désormais la suivante : « actions de développement économique prévues à l'article L 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ».

On relèvera que ce groupe de compétence a été ainsi complété par :

- La promotion du tourisme,
- La politique locale du commerce et le soutien aux activités commerciales **d'intérêt communautaire**.

Au titre de ce même groupe de compétence, il est enfin important de souligner que la référence à l'intérêt communautaire concernant « la création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » est supprimée. Ces zones relèvent donc désormais toutes de l'échelon communautaire.

A compter du 1^{er} janvier 2018 :

Ajout d'une nouvelle compétence obligatoire dite « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), dans les conditions prévues à l'article L.211-7-1°, 2°, 5° et 8° du code de l'environnement »

2) Les conséquences de la loi NOTRe sur les compétences optionnelles

S'agissant de compétences optionnelles, la loi NOTRe a deux principales conséquences :

-Les compétences « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage » et « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés » auparavant compétences optionnelles et donc potentiellement sécables, deviennent obligatoires. Cela a pour effet d'ôter potentiellement 2 compétences des nécessaires 3 compétences optionnelles à exercer par une communauté donnée. Or, pour rester communauté de communes, la communauté devra compter, dès 2017, toujours au moins 3 compétences optionnelles listées au II de l'article L 5214-16 du CGCT. A savoir :

1° Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre des schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.

2° Politique du logement et du cadre de vie.

2°bis En matière de politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux au prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

3° Création, aménagement et entretien de la voirie.

4° Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement pré -élémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire.

5° Action sociale d'intérêt communautaire. (Si la CCCC exerce cette compétence, possibilité de confier la responsabilité de cette compétence à un CIAS)

6° Assainissement

7° Eau

8° Création et gestion des maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes.

-La compétence optionnelle relative à l'assainissement est modifiée pour les communautés de communes. Elle n'est désormais plus sécable : si une communauté souhaite exercer cette compétence en tant que compétence optionnelle, elle devra l'exercer en totalité, c'est à dire l'assainissement non collectif et collectif.

3) L'obligation de se mettre en conformité avec les dispositions de la loi NOTRe

En application de l'article 68 de la loi NOTRe, les communautés de communes existant à la date de publication de cette loi doivent se mettre en conformité avec les dispositions relatives à leurs compétences avant le 1^{er} janvier 2017. A défaut, elles devront exercer l'ensemble des compétences obligatoires et optionnelles prévues par le CGCT pour un EPCI à fiscalité propre de leur catégorie.

La procédure de modification statutaire à mettre œuvre est celle définie aux articles L.5211-17. (prise de nouvelle compétence) et L.5211-20 (reclassement et réécriture de compétence) du CGCT. Elle sera donc actée uniquement si elle recueille l'avis favorable du conseil communautaire et de deux tiers des communes représentant la moitié de la population ou l'inverse, ainsi que celui de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée. Chaque conseil municipal disposera d'un délai maximum de 3 mois à compter de la délibération de l'organe délibérant de la communauté. Le Préfet pourra toutefois, prendre son arrêté avant l'expiration de ce délai si la majorité requise des communes et le conseil communautaire se sont

déjà prononcés en faveur du transfert. A défaut de délibération prise par une commune, son avis est réputé favorable.

II Les propositions de modification statutaire

1) De nouvelles compétences obligatoires au 1^{er} janvier 2017

Il est proposé que les compétences « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés » auparavant compétences optionnelles et donc potentiellement sécables, deviennent obligatoires ainsi que le prescrit la loi NOTRe.

S'agissant de la compétence « déchets des ménages et déchets assimilés » préalablement exercée, cette modification statutaire n'entraînera pas de nouveaux transferts de charges et donc de révision des attributions de compensation.

Par contre dans la cadre du transfert de la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage », il s'agit d'une nouvelle compétence qui peut entraîner une révision des attributions de compensation.

Dans la mesure où cette modification statutaire s'apparente à un transfert de compétences, les maires pourront notifier leur opposition au transfert automatique de leurs pouvoirs de police spéciale au Président dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle les compétences ont été transférées, soit 6 mois après la prise de l'arrêté préfectoral portant modification statutaire .

2) La nouvelle rédaction du groupe de compétence obligatoire « développement économique »

Il est proposé que la nouvelle rédaction du groupe de compétence « développement économique » issue de la loi NOTRe (article 64 I) soit intégrée à l'article 1-2 des statuts pour se substituer à l'ancienne rédaction.

L'article 1-2 des statuts modifiés serait dès lors rédigé comme suit :

- Actions de développement économique dans les conditions prévus à l'article L 4251-17 du CGCT ;
- Création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; (à définir dans un délai de deux ans)
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.

Quelques précisions sur le contenu de cette compétence ainsi redéfinie :

-La référence à l'article L 4251-17 du CGCT a pour objet de rendre les interventions en matière d'aides aux entreprises, obligatoirement compatibles avec le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation.

-A compter du 1^{er} janvier 2017, l'ensemble des zones d'activités à vocation économique et l'ensemble des missions visées précitées relèveront en totalité de la compétence de la CCCC.

-La politique locale du commerce et le soutien aux activités commerciales est la seule partie de la compétence « développement économique » à être soumise à la définition d'un intérêt communautaire.

Cet intérêt devra être déterminé par le conseil communautaire, à la majorité des 2/3, dans un délai de deux ans. Cette compétence couvre l'ensemble des actions qui peuvent être menées en faveur de commerce local (organisation d'une activité commerciale notamment en cas de carence de l'initiative privée, interventions dans le cadre des aides économiques visant au soutien financier des activités commerciales).

-La « promotion du tourisme » vise également l'accueil et l'information en matière de tourisme, lesquels passent notamment par la création d'office de tourisme. Cette compétence ne concerne donc pas la gestion des équipements.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

-d'approuver les modifications statutaires prescrites par la loi NOTRe telle que présentées ci-avant ;

-de charger le Président de notifier la présente délibération aux maires des quarante-six communes aux fins d'adoption par les conseils municipaux de délibération concordantes ;

-d'autoriser le Président à prendre toutes mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Certifié exécutoire par le Président
Compte tenu de l'envoi en Sous-Préfecture
Le 20 octobre 2016 et de la publication

Pour expédition conforme
Caudry, le 20 octobre 2016
Le 20 octobre 2016

Vu,



Le Président,
Maire de CAUDRY
Vice-Président du Conseil Départemental

Guy BRICOUT

IMPORTANT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Conformément à l'article R421 - 1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Lille peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de notification et/ou de sa publication.

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU CAUDRESIS ET DU CATESIS**

STATUTS AU 1^{er} Janvier 2017

COMPETENCES :

• **COMPETENCES OBLIGATOIRES**

1.1 Aménagement de l'espace : Elaboration, approbation, suivi et révision du Schéma de Cohérence Territoriale et du schéma de secteur. Dans ce cadre, la communauté de communes adhère au Syndicat Mixte du Pays du Cambrésis.

- Création, aménagement, entretien et gestion de Z.A.C. d'intérêt communautaire :
 - dans ce cadre, sont d'intérêt communautaire, les ZAC d'une superficie supérieure à 10 ha et recevant de l'activité économique sur plus de 80 % de leur surface. A ce jour, sont définies comme zones d'intérêt communautaire :
 - la ZAC d'une superficie de 35 hectares sur le territoire de la commune de Caudry, dénommée « ZAC de la Vallée d'Hérie » ;
 - la ZAC ou ZAE à venir d'une superficie totale de 25 hectares sur le territoire de la commune du Cateau-Cambrésis dénommée « ZAC des Quatre Vaux » ;

1.2 Actions de développement économique dans les conditions prévus à l'article L 4251-17 du CGCT ;

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire.(A définir dans un délai de deux années)
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme

1.3 Collecte, traitement et valorisation des déchets ménagers et déchets assimilés ;

1.4 Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage

• **COMPETENCES OPTIONNELLES**

2.1 - en matière de protection et mise en valeur de l'environnement

- Création et gestion d'une brigade verte fonctionnant notamment sous le régime des ateliers chantiers d'insertion ou tout autre dispositif.
- Adoption d'une charte environnement sur le territoire de la communauté de communes.

- Etude des bassins versants :
 - l'intérêt communautaire couvre les cours d'eau de toute taille à condition qu'ils traversent ou recueillent les eaux pluviales ou de source des bassins versants de plusieurs communes situées sur le territoire de la communauté de communes.
 - Dans ce cadre, la liste des bassins versants est la suivante : l'Erclin, le torrent d'Esnes, le Riot de la ville (Busigny-Maretz), la Selle, la Sambre, le Riot de la Warnelle, le Riot de Villers-Outréaux.
- Réalisation des travaux d'aménagement hydraulique et entretien des cours d'eau non domaniaux sur le territoire de la Communauté de communes
- Schéma d'aménagement et de gestion des eaux de l'Escaut.
- Création et mise en valeur des chemins de randonnée d'intérêt communautaire
 - Sont déclarés d'intérêt communautaire, les itinéraires de randonnée caractérisés par un ou plusieurs des critères suivants : économique, patrimonial, environnemental ou paysager. Ces itinéraires devront permettre in fine, une interconnexion contribuant à constituer un réseau de découverte des territoires communaux dans leur ensemble.
 - La compétence communautaire s'exerce en :
 - Entretien, excepté l'entretien des constructions implantées en bordures de ces chemins (fontaine, puits...)
 - Ouverture
 - Promotion
 - Balisage

L'inventaire des itinéraires de randonnée intercommunaux pourra être complété ou restreint selon l'approbation du conseil communautaire sur la base de la liste suivante :

- Le circuit Caudry-Beauvois-en-Cambrésis (avec SIAT Val du Riot)
- Le circuit des deux tours
- Le circuit du Tronquoy entre les communes de Montigny-en-Cambrésis, Bertry et Clary (circuit inscrit au PDIPR)
- Le circuit « balade au cœur des vallées cambrésiennes » pour sa partie située sur les communes de Haucourt-en-Cambrésis, Walincourt-Selvigny, Déheries, Malincourt et Villers-Outréaux (circuit inscrit au PDIPR)
- Le circuit du canal de la Sambre à l'Oise sur le territoire de la commune de Rejet de Beaulieu
- Le sentier du ruisseau de Gourgouche sur le territoire de la commune de Rejet de Beaulieu
- Le sentier « autour de Reumont » sur le territoire de la commune de Reumont
- Le sentier « autour de Saint-Souplet » sur le territoire de la commune de Saint-Souplet
- Le circuit d'Audencourt
- Le chemin dit « des nonettes » pour sa partie située sur le territoire de la commune du Cateau-Cambrésis
- Le circuit des Mulquiniers (à inscrire au PDIPR) Saint-Aubert : propositions de

trois sentiers d'intérêt local : église XVII, moulin féodal et chapelles

- Circuit entre les communes de Carnières, Boussières-en-Cambrésis, Bévillers, Quiévy, St-Hilaire-lez-Cambrai, allant jusque Béthencourt et Beauvois-en-Cambrésis mais sans faire de boucles sur ces deux communes

La coulée verte située sur l'ancienne voie ferrée d'Avesnes les Aubert.

- Actions concourant à la diversification des sources d'énergie telles que notamment les actions favorisant la promotion des énergies renouvelables, l'implantation d'éoliennes et l'élaboration de ZDE.

2.2. - en matière de voirie

- Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire
 - Sont considérées communautaires :
 - Les voiries desservant les équipements communautaires existants ou à créer
 - Les voiries communales desservant au moins 2 communes de la communauté de communes entre elles et comprises entre chaque limite d'agglomération
 - L'allée des Erables à Bertry desservant l'entreprise Nicols
 - Dans ce cadre, sont considérés comme communautaires :
 - Voiries desservant des équipements existants :
 - La voie d'accès à la déchetterie de Caudry (partie comprise entre l'entrée de l'équipement et la CD 115A)
 - La voie d'accès à la déchetterie de Beauvois-en-Cambrésis
 - Voiries communales desservant au moins deux communes de la communauté de communes entre elles et comprises entre chaque limite d'agglomération, à savoir :
 - Le chemin reliant la commune de Montigny-en-Cambrésis à Ligny-en-Cambrésis
 - Le chemin entre Beauvois-en-Cambrésis et Boussières-en-Cambrésis dénommé « Chemin de Boussières-en-Cambrésis »
 - Le chemin de Béthencourt entre la sortie de la commune et la route départementale 45
 - Le chemin entre Montigny-en-Cambrésis et Caudry jusqu'à la route départementale 115 route dite du Tronquoy
 - Le chemin communal 309 entre les territoires des communes d'Honnechy, Reumont et Le Cateau-Cambrésis
 - Le chemin communal 313 entre Troisvilles et Le Cateau-Cambrésis
 - Le chemin de Beaumont entre Caudry et Beaumont-en-Cambrésis
 - La route reliant Catillon-sur-Sambre à Rejet de Beaulieu
 - La route reliant Inchy-en-Cambrésis à Troisvilles.

2.3 - en matière de politique du logement et du cadre de vie

- Elaboration d'un Programme Local de l'Habitat – PLH

- Recensement et politique de lutte contre l'habitat insalubre et des logements indignes
- Elaboration d'un Programme d'Intérêt Général en faveur du logement
- Travaux et/ou acquisitions visant à mettre en valeur les éléments remarquables du patrimoine, visant à renforcer l'attractivité du territoire et expressément reconnus comme tel par l'assemblée communautaire
 - Est reconnue d'intérêt communautaire, la brasserie historique du Cateau-Cambrésis
- Actions concourant à la mise en valeur et l'embellissement des communes membres
 - Sont d'intérêt communautaire, la création et la gestion des massifs fleuris autour des mairies et églises des communes
- Création et gestion d'une brigade du patrimoine fonctionnant notamment sous le régime des ateliers chantiers d'insertion ou tout autre dispositif
- Adhésion au C.A.U.E.

2.4 - en matière de construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement pré-élémentaire et élémentaire

- Construction, fonctionnement et entretien des équipements nautiques d'intérêt communautaire.
 - Sont considérés d'intérêt communautaire, les nouveaux équipements nautiques intercommunaux de Caudry et Le Cateau-Cambrésis, permettant la pratique des sports nautiques par l'ensemble de la population et des scolaires
- Création et entretien de plateaux sportifs et d'espaces de jeux dédiés à la petite enfance (coins des mamans) déclarés d'intérêt communautaire
 - Sont déclarés d'intérêt communautaire les équipements suivants :
 - coins des mamans : Avesnes les Aubert, Beaumont-en-Cambrésis, Beauvois-en-Cambrésis, Bévillers, Briastre, Catillon-sur-Sambre, Carnières, Fontaine-au-Pire, La Groise, Le Cateau-Cambrésis, Marez, Mazinghien, Montay, Quiévy, Rejet de Beaulieu, Saint-Aubert, Saint-Hilaire-lez-Cambrai, Saint-Vaast-en-Cambrésis.
 - plateaux sportifs : Boussières-en-Cambrésis, Briastre, Busigny, Cattenières, Haucourt-en-Cambrésis, Honnechy, Ligny-en-Cambrésis, Montigny-en-Cambrésis, Reumont, Saint-Benin, Troisvilles, Walincourt-Selvigny.

2.5 - en matière d'action sociale d'intérêt communautaire :

- Actions en faveur des modes de garde des enfants de 0 à 6 ans
L'intérêt communautaire est limité à la participation à la gestion ou à la gestion des crèches, halte-garderie, relais d'assistantes maternelles

- Actions visant à favoriser l'accès à la formation et à l'insertion d'intérêt communautaire
 - Sont d'intérêt communautaire les partenariats, via une participation financière, qui feront l'objet de délibérations du conseil communautaire, avec :
 - Les ateliers pédagogiques personnalisés
 - La mission locale du Cambrésis et le PLIE du Cambrésis rassemblés au sein de Cambrésis Emploi
 - La maison de l'emploi du Cambrésis
- Participation aux orientations et aux actions des pôles de concertation de gérontologie.

• **COMPETENCES FACULTATIVES**

3.1 - en matière de tourisme

- Actions visant à développer la filière touristique à l'échelle du territoire, à savoir :
 - gestion d'aménagements collectifs communautaires liés aux sites de Bois l'Evêque, Wilfred Owen, de la Brasserie historique et de l'Ermitage
 - gestion des offices de tourisme intercommunaux de Le Cateau-Cambrésis et Caudry
 - mise en œuvre d'actions de communication visant à développer l'attractivité du territoire
 - participation aux organismes de promotion touristique sur la base de délibérations du conseil communautaire
 - signalétique du patrimoine architectural et/ou culturel défini par le conseil communautaire ; cette compétence s'applique en totalité ou en complément des interventions du Conseil Général

3.2 - en matière de technologies de l'information et de la communication

- Ensemble des actions favorisant l'accès aux technologies de l'information et de la communication et permettant le développement de ces technologies.

3.3 - en matière d'éclairage public

- Création, aménagement, entretien et gestion des équipements d'éclairage public hors illuminations de fin d'année dans l'ensemble des communes membres.

3.4 - en matière de crématorium

- Etude, création et gestion d'un crématorium.

3.5 - en matière de politique culturelle

- Soutien et participation financière à toute action culturelle et éducative communautaire en milieu scolaire (primaire et maternelle), concernant l'ensemble des écoles
 - à savoir :
 - La piste d'éducation routière
 - L'achat de malles de livres
 - La formation aux premiers secours
 - La prise en charge des dépenses liées aux malles de la science
 - La prise en charge des dépenses liées à l'apprentissage de la natation en milieu scolaire
 - Les voyages et spectacles éducatifs proposés par la communauté
 - La fourniture ponctuelle de 4 postes informatiques recyclés au maximum par école située sur le territoire de la communauté de communes et sur délibération concordante du conseil communautaire
 - Les transports afférents à ces différentes activités

3.6 - en matière de santé

- Prévention et promotion de la santé : signature et mise en œuvre d'un Contrat Local de Santé